

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le  
16/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **INCINERIS - ESTHIMA**

Avenue des grenots-Villeneuve Montfaucon  
ZI SUDESSOR  
91150 Étampes

Code AIOT : 0006520041

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement INCINERIS - ESTHIMA implanté Ave des Grenots - Villeneuve Montfaucon ZI Sudessor 91150 Étampes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection intervient dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INCINERIS - ESTHIMA
- Ave des Grenots - Villeneuve Montfaucon ZI Sudessor 91150 Étampes
- Code AIOT : 0006520041
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Incinéris, propose des services de crémations collectives ou individuelles pour animaux issues de particuliers ou de professionnels de la médecine vétérinaire.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative,
- Suites de la précédente inspection,
- Prélèvement et consommation d'eau,
- Prévention de la pollution des eaux,
- Risques chroniques,
- Risques accidentels,
- Déchets,
- Risques technologiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :



Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 5-2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Isolement	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 5-3-4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-1-1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017	/	Sans objet
2	Suite de la précédente inspection	Autre du 10/07/2020	/	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 5-3-2	/	Sans objet
6	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 5-4-4	/	Sans objet
7	Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 5-4-9-1	/	Sans objet
8	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 6-1-6	/	Sans objet
9	Étiquetage des substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 7-1-2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Rétention	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-4-1	/	Sans objet
12	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-2-4	/	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-2-5	/	Sans objet
14	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-3-2	/	Sans objet
15	Systèmes de détection et extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-3-5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé lors de la visite du 16 mai 2023 trois non-conformités en lien avec la consommation d'eau, l'isolement du site en cas d'incident ainsi que l'absence de plan des dangers.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> -2740 (A) : Incinération de cadavres d'animaux de compagnie -2718-1 (A) 3t5 max : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t ; -1530 (NC) 10m3 : Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. -2663-2 (NC) 140 m <sup>3</sup> : Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) -2716 (NC) 4 m <sup>3</sup> : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. -2795 (NC) : Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux. -2910 (NC) 70 kW : Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. -2720 (NC) : Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques :



<p>-2725 (NC) 5kW : Ateliers de charge d'accumulateurs.</p> <p>-3550 (NC) 3,5 t : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte</p> <p>-3650 (NC) 7,2 t : Elimination ou recyclage de carcasses ou de déchets animaux, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour</p> <p>-4734 (NC) 180 L : Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>2-Pour les autres stockages en cuves souterraines ou enterrées.</p> <p>-4802-2 (NC) 35Kg : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) no 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) no 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) no 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant déclare que la situation administrative déclarée par arrêté préfectoral en date du 23 mars 2017 est restée inchangée.</p> <p>Aucune modification n'est prévue à court terme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Suite de la précédente inspection

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 10/07/2020</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites de la précédente inspection</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>NC 1 : L'exploitant doit posséder et mettre à disposition des employés les fiches de données de sécurité à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare avoir mis à jour ses FDS depuis la dernière inspection. Ces dernières sont disponibles au format numérique à tous les salariés de l'entreprise.</p> <p>Le jour de l'inspection, une FDS synthétique est observée dans le local de stockage pour le produit SOT390+ (désinfectant).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Prélèvement et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 5-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si ce débit est inférieur à 100 m <sup>3</sup> /j. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : 590 m <sup>3</sup> /an
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection du 16 mai 2023, l'exploitant présente un fichier de synthèse. Les consommations annuelles relevées sont les suivantes : Consommation 2021 : 463 m <sup>3</sup> , Consommation 2022 : 675 m <sup>3</sup> , Consommation 2023 : 173m <sup>3</sup> (en mai).  Non-conformité n°1 : La consommation d'eau 2022 dépasse le seuil autorisé fixé à 590m <sup>3</sup> par arrêté préfectoral du 23 mars 2017. L'exploitant est tenu de respecter le quotas d'eau fixé, il produira un bilan de ses usages et le tiendra à disposition de l'inspection d'ici la fin de l'année 2023 pour l'exercice 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 4 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 5-3-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ... ) les secteurs collectés et les réseaux associés les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant présente un plan des réseaux d'eau effectué par la société ASTER le 22/11/2016. Ce plan met en évidence les conduites d'eau ainsi que les ouvrages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Isolement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 5-3-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des réseaux internes à l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.</p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.</p> <p>Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.</p> <p>Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que le site est pourvu d'un bassin de rétention. Les eaux potentiellement polluées sont dirigées vers ce dernier par actionnement d'un bi-pass matérialisé sur le plan du 22/11/2016.</p> <p>En pratique l'exploitant ne parvient pas à se servir de l'ouvrage.</p> <p>Non-conformité 2 : L'exploitant doit maintenir l'ouvrage en état de marche, le signaler, le rendre actionnable en toute circonstance. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>L'exploitant produira ces éléments sous 3 mois à réception du rapport d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Entretien et conduite des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 5-4-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositifs de pré traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an.</p> <p>Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant présente une preuve de passage de la société HADES datée du 21 janvier 2023. Cette société a effectué l'entretien de l'ouvrage, de la pompe de relevage et a procédé au curage de ce dernier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 5-4-9-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. DCO 1500 ppm DBO5 600 ppm MES 600 ppm N 150 ppm Ptot 50 ppm
<b>Constats :</b> L'analyse des eaux rejetées a été effectuée par la société MAPE les 17 janvier et 17 août 2022. Le rapport d'analyse n°E003211293-01 montre la conformité de l'ensemble des paramètres décrits dans l'arrêté préfectoral du 23 mars 2017 et ce, pour les eaux résiduaires ainsi que pour les eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Registre des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 6-1-6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.</p> <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.</p> <p>Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) no 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.</p> <p>L'exploitant doit également s'assurer de respecter la réglementation relative au transport des déchets d'activité de soins et assimilés et pièces anatomiques notamment l'arrêté du 29 mai 2009, dit arrêté « ADR ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant présente un registre chronologique dans lequel sont consignées toutes les sorties de déchets. Le contenu des informations du registre est conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a effectué une traçabilité sur le départ de DASRI du 15 avril 2022. Le transport des 292.715 Kg est effectué par la société MEDICLINE basée au 34 rue du Général Malleret Joinville 94400 Vitry/Seine vers la société VALO'MARNE située au 10/11 rue des Malfourches 94000 CRETEIL.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Étiquetage des substances et mélanges dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 7-1-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étiquetage des substances et mélanges dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement na 1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés..</p> <p>Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, la totalité des produits chimiques liquides observés lors de la visite étaient correctement étiquetés conformément au règlement na 1272/2008 dit CLP.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 10 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-4-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des produits chimiques liquides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection les produits chimiques étaient stockés dans des bacs de rétention correctement dimensionnés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-1-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. L'exploitant affiche dans les locaux susceptibles d'être à l'origine d'un incendie des consignes de sécurité afin de prévenir ces incendies, ainsi que les procédures à suivre en cas d'incendie et les modalités d'alerte des services de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas pu fournir le plan des dangers de son installation sur lequel figure les zones ATEX, celles dont la présence de produits chimiques ou inflammables est probable.  Non-conformité 3 : L'exploitant est tenu de produire un plan de localisation des risques sous 3 mois à réception du rapport d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



## N° 12 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-2-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 20/0 de la surface au sol du local. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m2 est prévue pour 250 m2 de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les locaux sont désenfumés par deux trappes actionnables automatiquement ou manuellement. Le rapport de vérification est effectué par la société DESAUTEL en date du 02 mai 2022 (rapport n°3274838). L'exploitant ajoute que la visite 2023 est prévue le 23 mai 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-2-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée, sous la responsabilité de l'exploitant et en concertation avec le SDIS, de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, permettant une intervention rapide et aisée des secours en tout point intérieur et extérieur des installations, notamment : d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 d'éléments d'information matérialisés sur le sol et bâtiments de manière lisible d'extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres répartis judicieusement dans l'ensemble des locaux, à raison d'un extincteur minimum pour 200 m <sup>2</sup> de plancher avec un minimum d'un appareil par niveau. Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie, sont dotés d'extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisant, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.. d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux (PI) par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m <sup>3</sup> /h.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le rapport de vérification des dispositifs de lutte contre l'incendie effectué par la société DESAUTEL le 23 février 2023. Ce rapport indique que les 23 extincteurs présents sur site sont conformes.  Un PI est présent à l'extérieur du site à environ 50 mètres à droite du portail. L'exploitant a transmis par mail du 16/06/2023 le Procès Verbal de réception du poteau n°294 du 09 mars 2023 attestant de son bon fonctionnement (252 m <sup>3</sup> /h sous 1b).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 14 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-3-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées et entretenues conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement, au minimum une fois par an, par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet le Q18 produit par la société SOCOTEC le 11 mai 2023. Le document indique que l'installation n'est pas susceptible de provoquer des risques d'incendie ou d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Systèmes de détection et extinction automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 9-3-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée (gaz, fumée ) L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptesrendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus . régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
<b>Constats :</b> Le système de détection et d'alarme est vérifié annuellement. Le dernier contrôle a été effectué par la société SOCOTEC le 01 août 2022, le rapport a pour référence : N11P0/22/1535.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

